

Le chômage

Ces mesures superficielles ne suffiront pas à stimuler l'économie. Il faut bien autre chose que d'apaiser les problèmes à coup de dollars. Il faut comparer les solutions possibles et choisir la meilleure, celle qui nous permettra de tirer le meilleur profit de nos maigres ressources. Il faut poser des questions qui vont au fond des choses. Quels sont les avantages respectifs d'une subvention servant à l'«adoption» d'un ruisseau et d'une autre qui servira à former un fabricant de machines-outils? Notre gouvernement est déterminé à améliorer la qualité de la formation de nos ouvriers spécialisés. La Chambre est déjà saisie d'une mesure visant à rendre plus souple la formation professionnelle des adultes. Lequel est le plus important: de savoir à quels jeux les parents préfèrent voir jouer leurs enfants, ou d'accorder des crédits d'impôt pour favoriser la création d'emplois permanents dans le secteur privé?

Tous les projets approuvés dans ma circonscription avaient quelque valeur, mais nous vivons une époque de vaches maigres, une époque où les Canadiens nous demandent de réduire le rythme effréné des dépenses gouvernementales dans lesquelles le gouvernement libéral s'était lancé tête baissée.

Les Canadiens croient en l'avenir du Canada. Nos jeunes veulent que le Canada transforme ses possibilités en réalités. Nous avons le devoir envers eux de dépenser leur argent comme si c'était le nôtre, et cela signifie l'utiliser au meilleur escient.

L'opposition soutient que la suppression des programmes de ce genre est inhumaine et fait souffrir des Canadiens. Pour ma part, j'affirme qu'il serait encore plus inhumain envers un plus grand nombre de personnes de ne pas utiliser nos maigres ressources au meilleur escient pour créer des emplois que les Canadiens réclament et méritent, et dont ils ont besoin.

M. Gilbert Parent (Welland): Monsieur l'Orateur...

Des voix: Bravo!

M. Parent: Je remercie mes collègues de tous les côtés de la Chambre.

Cet après-midi, le ministre a déclaré qu'il faudra peut-être attendre six mois avant que les programmes dont il parle ne portent leurs fruits. Il nous a fallu six mois pour en arriver là, et la motion est une preuve flagrante de l'inertie du gouvernement. Autrement dit, le nouveau gouvernement ne nous a pas fait progresser du tout; il s'est contenté de maintenir les programmes que nous avons créés au début de notre mandat et qui n'étaient pas mal du tout à l'époque puisque le chômage a baissé, sauf le mois dernier. S'il faut en croire le ministre, les résultats d'un programme, quel qu'il soit, commenceront à se faire ressentir dans six mois. Il y a six mois que ce gouvernement est au pouvoir et ce que nous constatons, c'est qu'il nous mène déjà à la débâcle.

Le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) a également pris la parole cet après-midi et il a émis toutes sortes de critiques, mais il semble qu'il ait surtout passé son temps à débâter contre les programmes que les libéraux avaient créés et non à parler des programmes que le gouvernement actuel compte mettre en œuvre. A mon avis, il n'a su proposer pour résoudre le problème autre chose que la solution séculaire, soit de laisser le gouvernement prendre tout en main, de laisser le gouvernement tout faire, de laisser les gens se tourner les pouces sans s'inquiéter. Eh bien, ce n'est pas la réponse du parti libéral et, contrairement au député de York-Scarborough (M. McCrossan) qui vient de parler, nous avons foi dans les

décisions des Canadiens. Autrement dit, nous ne craignons pas de remettre de l'argent entre les mains des citoyens, et de les laisser libres de décider, chez eux, de ce qui est préférable pour eux. C'est une question de confiance: en effet, nous avons confiance dans les commettants de nos circonscriptions, dans la population canadienne.

Des voix: Bravo!

M. Parent: Je maintiens que le programme Canada au travail a été avantageux pour le Canada, qu'il l'est encore...

M. Fox: Et le sera.

M. Parent:... car il crée les emplois à court terme dont les Canadiens ont besoin. Pour emprunter les paroles de mon collègue, le député de Blainville-Deux-Montagnes (M. Fox) cet après-midi, le programme dit de la quatrième étape annoncé par le ministre a déçu les chômeurs canadiens; et il y a plus: virtuellement des milliers de Canadiens, partout au pays, y verront un indice que leur gouvernement fédéral ne veut plus coopérer avec eux pour réduire le chômage local tout en répondant aux besoins de leurs collectivités.

Une voix: C'est une honte!

M. Parent: Encore une fois, cela traduit un changement d'attitude. Le parti conservateur est connu comme le parti de la volte-face. Il a tellement changé d'avis et si souvent qu'il en est rendu à faire des culbutes politiques.

Une voix: Voyez les sondages.

M. Parent: On le voit d'ailleurs à l'estime que la population a maintenant pour lui, ce que nous avons appris au début de la semaine.

● (2030)

Nous savons que les États-Unis se trouvent devant un sérieux ralentissement économique et que le Conference Board du Canada prévoit un taux de croissance extrêmement lent. Le gouvernement fédéral semble poursuivre une politique qui ne fera rien pour stimuler la croissance ou l'emploi. Prenez la hausse des taux d'intérêt, l'annulation des programmes gouvernementaux dans les régions à faible taux de croissance, et la réduction générale des allocations.

Le député de York-Scarborough, qui a pris la parole tout à l'heure, avait peut-être de bonnes raisons de croire que ces gens ont «adopté» un cours d'eau. Il serait bon, je pense, d'examiner certains de ces programmes. Il semble dire que les huit projets réalisés dans sa circonscription dans le cadre de Jeunesse Canada au Travail n'ont été d'aucune utilité. Il prétend que les jeunes de sa circonscription n'ont tiré aucun avantage réel ni aucune expérience des projets qu'ils avaient décidé d'entreprendre. Il s'est contenté de s'en moquer en disant: «Comme ils ne peuvent se décider, décidons pour eux.»

Les choses ont beaucoup changé, car avant, les gens de la localité se réunissaient au sein de ce que nous appelions un comité consultatif ministériel. Les députés choisissaient des gens de leur circonscription, des gens qui avaient mis leurs efforts et leur savoir-faire au service de la collectivité. Nous leur demandions: «Où pensez-vous que nous devrions investir votre argent? Où pensez-vous que nous devrions investir l'argent et le savoir-faire du Canada?» Nous réunissions ces gens pour qu'ils nous donnent leur avis et nous disions: «D'accord, nous essaierons ce projet, car nous croyons en vous et nous